ALBANEL Xavier. *Le travail d'évaluation. L'inspection dans l'enseignement secondaire*

Toulouse : Octarès, 2009, 171 p.

Hélène Buisson-Fenet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/2760>

DOI : 10.4000/rfp.2760

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2011

Pagination : 139-140

ISBN : 978-2-7342-1203-4

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Hélène Buisson-Fenet, « ALBANEL Xavier. *Le travail d'évaluation. L'inspection dans l'enseignement secondaire* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 174 | janvier-mars 2011, mis en ligne le 15 mars 2011, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/2760> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.2760>

NOTES CRITIQUES

ALBANEL Xavier. *Le travail d'évaluation. L'inspection dans l'enseignement secondaire*. Toulouse : Octarès, 2009, 171 p.

Depuis les rapports Deleau (1986) puis Viveret (1989), la thématique de l'« évaluation » parcourt les politiques publiques, et de nombreux travaux de sciences politiques s'y consacrent. L'ouvrage de Xavier Albanel choisit cependant une perspective disciplinaire et méthodologique différente pour l'aborder, puisqu'il est issu d'une thèse de sociologie du travail, adossée à un laboratoire dont la programmation scientifique fait la part belle aux analyses interactionnistes des dynamiques et des activités productives. Choissant de décrire par le menu le « travail d'évaluation » spécifique que produisent les inspecteurs pédagogiques régionaux (IPR), le livre porte la marque de cette origine, le plus souvent à bon escient, mais non sans quelques limites. L'argument en est simple : par-delà l'importance accordée aux « histoires d'inspection » dans les discours enseignants, par-delà les réflexions souvent critiques sur les enjeux professionnels et gestionnaires que véhicule ce type d'évaluation des pratiques pédagogiques, « le travail des inspecteurs reste vague » : il s'agit donc d'en préciser les conditions, d'en décrire finement les modalités, d'en cerner aussi la réception car « la littérature concernant les IA-IPR est quasiment inexistante », ce que ne confirme d'ailleurs pas vraiment la bibliographie de fin d'ouvrage.

Pour ce faire, les cinq chapitres qui composent le livre en répartissent en fait différemment les angles d'approche. Dans un premier chapitre en effet, l'auteur introduit les inspecteurs pédagogiques régionaux comme un groupe professionnel récent dans l'administration scolaire, dont les missions sont actuellement en voie de recomposition. Il en examine la structuration en suivant les quatre axes classiques qu'aborde la sociologie des professions (statut, trajectoires, métier, action collective), mais sans s'appuyer sur un cadre théorique précis, alors que ce champ est traversé de paradigmes parfois concurrents. On regrettera au demeurant la description excessivement rapide d'un corps dans une fonction publique d'État très charpentée par le droit administratif, et la peinture souvent légère du contexte administratif de son développement professionnel : on apprend par exemple en une simple phrase que, « par décret du 18 juillet 1990, les IPR changent en effet de tutelle » (p. 7). L'auteur

assène parfois ses certitudes sans en éprouver plus avant la solidité (« Le fait qu'on ne retrouve [les enseignants] aujourd'hui que très faiblement dans le corps des IA-IPR équivaut finalement à dire que rares sont les enseignants à être admis au concours sans avoir été *portés candidats* par leur inspecteur », p. 18), fait allusion à des distinctions théoriques sans toujours en restituer la pertinence (« À y regarder de plus près, la thèse de la séparation de l'activité d'avec celui qui l'exerce est quand même défendable », p. 26), et peut se contenter d'approximations dommageables (le groupe des IPR se structurerait autour de « valeurs communes » pas davantage précisées ; en revanche « très peu de personnes sur les centaines de milliers de professeurs sont concernées » par la promotion vers le corps des inspecteurs) ou des renvois lapidaires, et donc convenus, à quelques références académiques (comme le concept de *loyalty* repris à Hirschman, allusion à une typologie extraite d'un manuel de sociologie des élites).

D'autre part, le cinquième chapitre opère un mouvement de régression plutôt qu'il élargit la focale : habilement construit en deux temps, articulant les « fonctions manifestes » de l'inspection (dispositif de gestion des ressources humaines, de contrôle et d'accompagnement) et ses « fonctions latentes » (dispositif de protection d'une organisation à l'égard de son environnement, de protection des enseignants à l'égard de la ligne administrative de l'institution scolaire, de structuration des groupes professionnels dans le champ éducatif), il montre certaines redondances (la note du bas de la p. 148 reprend un chiffre énoncé dès la p. 10), des usages terminologiques parfois maladroits (confusion entre « rendement » et « performance », p. 157), ou encore des exagérations qui laissent le lecteur perplexe, notamment p. 152 : « La rencontre entre enseignants et inspecteurs peut être analysée comme une rencontre entre deux mondes qui ne se recouvrent pas : ils ne partagent pas la même vision du métier, n'ont pas la même façon de concevoir le travail d'enseignement ; ils ne se réfèrent pas au même système de valeurs, n'ont pas toujours la même vision de l'organisation et ne partagent pas forcément les mêmes références professionnelles. »

Il reste que, du deuxième au quatrième chapitre, le lecteur est introduit dans le cœur d'une démarche minu-

tieuse d'ethnographie de l'activité professionnelle, qui fait tout l'intérêt de l'ouvrage. L'évaluation pédagogique est appréhendée avant tout comme un travail structuré en une série de phases (planification, déroulement, rédaction du rapport) et de séquences (on distingue dans le déroulement la rencontre avec le chef d'établissement, la visite d'observation proprement dite, l'entretien individuel et la réunion d'équipe) et en même temps un travail peu formalisé, car les inspecteurs bénéficient d'une large autonomie dans les contours qu'ils entendent donner au contenu de leur tâche. Au final l'assemblage de données relève largement d'attentes assez différenciées, en fonction du rôle que chacun d'eux entend donner aux « visites » dans la conception de sa pratique professionnelle. Xavier Albanel met ainsi au jour une dynamique d'évaluation qui s'adosse à plusieurs outils. Elle réfère d'abord à un « pré-jugé », puisque l'inspecteur regroupe des éléments de cadrage à l'issue de son entretien avec le chef d'établissement ; elle repose ensuite sur une série d'indicateurs préconstruits ou élaborés au cours de la visite, intégrés à des micro-dispositifs de traçabilité comme « le petit cahier d'observations » ; elle renvoie enfin aux caractéristiques de l'entretien de face-à-face qui succède à l'observation en classe, et qui vient valider ou au contraire amender le premier diagnostic, en fonction des déplacements cognitifs dont l'enseignant aura su faire preuve.

Cette démarche empruntée à la sociologie cognitive permet d'approcher l'évaluation comme une dynamique d'activité « en entonnoir », visant la co-construction d'une posture réflexive sur la mise en apprentissage des élèves et la transmission des connaissances. Lui succède un chapitre portant, avec tout autant de minutie, sur les rapports d'inspection comme mises en forme du jugement, au regard desquels « celui qui était contrôleur devient en quelque sorte potentiellement contrôlé » : Xavier Albanel dépie alors l'entrelacs du descriptif (codage de la situation d'apprentissage, requalification de l'enseignant en professionnel de la cognition) et du normatif (prescription des pratiques pédagogiques et didactiques, parfois positionnement personnel de l'inspecteur en conclusion), dans une rhétorique largement contrainte par les attentes institutionnelles. À la fois témoin, expert, avocat et juge, l'inspecteur-rédacteur déploie plusieurs registres de justification pour consolider son jugement ; ces registres permettent de dessiner une hiérarchie professionnelle des enseignants qui participe à la fois à normaliser la performance pédagogique et à véhiculer un idéal de perfectionnement didactique.

La réception de l'évaluation pédagogique fait l'objet du dernier chapitre au cœur de l'ouvrage. Une trentaine d'entretiens semi-directifs permettent à l'auteur d'en des-

siner les contours, à la fois dans la représentation que s'en font les professeurs et le type de séquence « surprise » qui s'en trouve issu, dans le sentiment *ex post* que les enseignants produisent sur cette épreuve de légitimité, enfin à une plus large échelle dans les prises de position des organisations professionnelles à l'égard des visites d'inspection.

Au final, on retiendra de cet ouvrage la valeur heuristique d'une perspective sociologique centrée sur l'activité, et capable de déplier avec beaucoup de finesse les ambivalences du travail d'évaluation. L'auteur aurait pu cependant forcer encore davantage le trait, en situant son approche dans une perspective sociocognitive affirmée – pourquoi, notamment, ne pas avoir d'emblée inscrit l'étude dans une littérature sociologique désormais bien établie sur l'activité de jugement, plutôt que de n'y faire que ponctuellement allusion ? Un tel positionnement, certes plus ciblé, aurait nécessité de redessiner la place des chapitres de contextualisation du sujet, qui apparaissent en l'état comme des moments faibles de la lecture. Il aurait aussi ouvert la possibilité d'une recherche comparée sur les dynamiques d'évaluation chez les professionnels de l'action publique : peut-on par exemple différencier l'activité de jugement d'un IPR de celle d'un inspecteur du travail ? Et à l'heure où ce paradigme traverse les politiques publiques, à quelles conditions l'évaluation de contrôle des personnels peut-elle participer aux évolutions de la gestion des ressources humaines ?

Hélène Buisson-Fenet

UMR Triangle, École normale supérieure de Lyon

BIBLIOGRAPHIE

- DELEAU M., NIOCHE J.-P., PENZ P. & POINSARD R. (1986). *Évaluer les politiques publiques. Méthodes, déontologie, organisation. Rapport du Commissariat général du plan*. Paris : La Documentation française.
- VIVERET P. (1989). *L'évaluation des politiques et des actions publiques. Propositions en vue de l'évaluation du Revenu minimum d'insertion. Rapport au Premier ministre*. Paris : La Documentation française.

BROCCOLICHI Sylvain, BEN AYED Choukri & TRANCART Danièle. *École : les pièges de la concurrence. Comprendre le déclin de l'école française*. Paris : La Découverte, 2010, 312 p.

Est-ce réellement du choix de l'école que peut venir le salut pour notre système éducatif ? C'est ce que suggère, dès 2007, la demande de suppression de la carte scolaire